|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Nations Unies | A/HRC/RES/25/24 |
|  | **Assemblée générale** | Distr. générale10 avril 2014FrançaisOriginal: anglais |

**Conseil des droits de l’homme**

**Vingt-cinquième session**

Point 4 de l’ordre du jour

**Situations relatives aux droits de l’homme
qui requièrent l’attention du Conseil**

 Résolution adoptée par le Conseil des droits de l’homme

 25/24
Situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran

*Le Conseil des droits de l’homme*,

*S’inspirant* de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l’homme, des Pactes internationaux relatifs aux droits de l’homme et d’autres instruments internationaux relatifs aux droits de l’homme,

*Rappelant* ses résolutions 16/9 du 24 mars 2011, 19/12 du 3 avril 2012 et 22/23 du 22 mars 2013, la résolution 68/184 de l’Assemblée générale, en date du 18 décembre 2013, et toutes les résolutions antérieures de l’Assemblée concernant la situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran, et regrettant l’absence de coopération de la République islamique d’Iran en ce qui concerne les demandes que le Conseil et l’Assemblée ont formulées dans ces résolutions,

*Accueillant* *avec satisfaction* le rapport et les recommandations que le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran a présentés au Conseil des droits de l’homme[[1]](#footnote-2), et se déclarant extrêmement préoccupé par la situation évoquée dans ce rapport ainsi que par le refus d’autoriser le Rapporteur spécial à se rendre en République islamique d’Iran,

*Rappelant* ses résolutions 5/1, relative à la mise en place des institutions du Conseil, et 5/2, relative au Code de conduite pour les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil, du 18 juin 2007, et soulignant que les titulaires doivent s’acquitter de leurs fonctions conformément auxdites résolutions et à leurs annexes,

1. *Décide* de proroger le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran pour une période d’un an, et demande au Rapporteur spécial de présenter un rapport sur l’exécution de son mandat à la vingt‑huitième session du Conseil des droits de l’homme et à la soixante-neuvième session de l’Assemblée générale;

2. *Demande* au Gouvernement de la République islamique d’Iran de collaborer sans réserve avec le Rapporteur spécial et de l’autoriser à se rendre dans le pays, ainsi que de lui fournir tous les renseignements dont il aurait besoin pour s’acquitter de son mandat;

3. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial les moyens nécessaires à l’exécution de son mandat.

*55e séance
28 mars 2014*

[Adoptée à l’issue d’un vote enregistré par 21 voix contre 9, avec 16 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit:

*Ont voté pour*: Allemagne, Argentine, Autriche, Botswana, Brésil, Chili, Costa Rica, Estonie, États-Unis d’Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Irlande, Italie, Japon, Mexique, Monténégro, Pérou, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d’Irlande du Nord

*Ont voté contre*: Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Pakistan, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam

*Se sont abstenus*: Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Bénin, Burkina Faso, Congo, Côte d’Ivoire, Émirats arabes unis, Éthiopie, Gabon, Kenya, Koweït, Maroc, Namibie, Philippines, Sierra Leone]

1. A/HRC/25/61. [↑](#footnote-ref-2)